

[Voir](#)
[Modifier](#)

Syrie

Réfugiés : « Assad rééquilibre la population à son profit »

Selon le géographe Fabrice Balanche, plus de la moitié de la population vit dans les zones tenues par le régime

Publié le jeudi 15 octobre à 16h40

Les faits - L'armée syrienne et des miliciens du Hezbollah libanais ont lancé jeudi une offensive en direction de localités aux mains des rebelles situées au nord de Homs avec l'appui de l'aviation russe, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Par ailleurs, à Bruxelles, lors d'un dîner prévu jeudi soir dans le cadre d'un Conseil européen consacré à la crise migratoire, les chefs d'Etats et de gouvernements de l'UE devaient aborder la situation en Syrie et le rôle joué par la Russie.

Comment se présente le paysage humain de la Syrie ?

Sur les 23 millions d'habitants que comptait le pays avant la guerre, 5 à 6 se sont réfugiés à l'étranger, très majoritairement dans les Etats voisins (Turquie, Liban, Jordanie) et 8 sont des déplacés de l'intérieur. Au total, plus de la moitié des Syriens ont dû quitter leur foyer. Ils restent donc environ 18 millions de Syriens dans le pays. Les réfugiés sont plus nombreux que ce qu'indiquent les chiffres des Nations unies (environ 4 millions), car tous ceux qui sont partis ne sont pas forcément inscrits auprès du Haut-commissariat aux réfugiés. Par exemple, ceux qui travaillent dans le Golfe ou ceux qui ont rejoint des proches aux Etats-Unis. Au Liban, on estime que 20 % des Syriens ne sont pas connus du HCR. Quant aux déplacés internes, la grande majorité vit dans les zones gouvernementales, comme le reconnaît l'office des Nations unies pour les affaires humanitaires (Ocha). Celle-ci est jugée plus sûre : les déplacés viennent y chercher à la fois la sécurité et un accès plus facile à l'aide humanitaire. Dans les zones tenues par les rebelles, soumises à un blocus de la part du régime, les populations servent aussi de boucliers humains aux groupes combattants, qui les empêchent de partir, comme c'est le cas dans la banlieue Est de Damas tenue par l'Armée de l'Islam, du rebelle « modéré » Zahran Alloush.

La Syrie est éclatée entre plusieurs territoires tenus par des forces différentes. Quel est l'état des lieux ?

Nous ne disposons pas de chiffres très précis car, on l'a vu, il y a eu d'importants mouvements de population depuis le début de la guerre. Plaquer la carte du peuplement de l'avant-guerre pour en déduire celui d'aujourd'hui, comme le font certains groupes d'opposants, ne peut qu'induire en erreur.

On entend dire que le régime ne contrôlerait plus que 17 % du territoire...



Rencontre avec Clara Gaymard

Contenu de marque

Le jeudi 3 décembre Clara Gaymard (General Electric) sera présente à l'Observatoire de l'Excellence Opérationnelle pour un témoignage inédit.

[Voir le site](#)

Proposé par Renault

S'intéresser uniquement à la superficie des différentes zones n'a pas grand sens, sachant que le territoire syrien est à 40 % désertique. Or, les zones gouvernementales se trouvent dans les régions traditionnellement peuplées. Si on enlève le désert, le pouvoir contrôle environ 40 % de la Syrie habitée, celle que nous pouvons considérer comme la Syrie « utile ». C'est surtout en termes de population qu'il faut regarder les choses : 10 à 12 millions d'habitants vivent dans les zones gouvernementales, soit de l'ordre de 60 % de la population présente sur le sol syrien. Daech contrôle 45 % à 50 % du territoire, mais ce sont essentiellement des zones désertiques dans l'est du pays. On estime la population qui y réside à 2 ou 3 millions. Même estimation pour les secteurs tenus par les autres groupes rebelles : 2 à 3 millions de Syriens, mais sur 10 % du territoire. Enfin les Kurdes tiennent 7 % du territoire, dans le nord, avec environ 1,5 million d'habitants, essentiellement kurdes.

La guerre civile de Syrie a donc une dimension démographique ?

Oui, comme je l'expliquais dès l'automne 2013. L'objectif d'Assad a été de pousser 5 à 6 millions de Syriens, arabes sunnites, en dehors du pays pour rééquilibrer la population à l'avantage des minorités confessionnelles et des groupes arabes sunnites loyaux (bourgeoisie, classes moyennes sécularisées, tribus pro-régime, etc.). Les biens des gens qui partent sont récupérés et redistribués à d'autres – sunnites également – dont le régime s'assure ainsi la loyauté. Faute d'argent du pétrole à redistribuer, c'est une manière d'acheter la paix sociale !

Que reste-il de l'opposition modérée sur laquelle la France a tout misé ?

L'Armée Syrienne Libre (ASL) n'a jamais vraiment existé en tant qu'armée avec une chaîne de commandement et des actions coordonnées. Il s'agissait d'un Etat-major autoproclamé en Turquie qui revendiquait les actions éparses des personnes qui se soulevaient en Syrie. Les chefs militaires avaient fourni un bel organigramme à leurs bailleurs de fonds étrangers, mais sur le terrain cela n'avait aucune réalité ! Elle regroupe peut-être quelques centaines de combattants aujourd'hui. Il faut comprendre une chose : lorsque les Syriens parlent des groupes combattants, en dehors de Daech, ils emploient le terme générique de Jaish al-Hor, ce qui signifie l'Armée libre. Il y a donc une certaine confusion de la part des Occidentaux... Car « Jaish al-Hor » inclut al-Nosra, la branche locale d'al-Qaïda ou les salafistes d'Ahrar as-Sham. Sur le terrain, al-Nosra est leader dans le nord, où les différents groupes sont imbriqués. Dans le sud, à proximité de la Jordanie, les groupes ont des discours plus modérés parce qu'ils ont besoin de se rendre fréquentables aux yeux des Américains qui les soutiennent.

Quels sont les objectifs de l'intervention militaire russe ?

En juin, l'armée de Bachar était sur le point de craquer et il fallait éviter une descente des rebelles sur Lattaquié. En France, on parlait alors de l'affaiblissement du régime sans considérer la possibilité que l'Iran et la Russie viendraient à son secours... Selon moi, l'objectif majeur, d'ici à quelques mois, voire à quelques semaines, sera Alep. Historiquement, la Syrie est la réunion d'Alep et de Damas. En cela cette ville – dont le régime tient toujours le tiers – est importante pour la légitimité d'Assad et pour lui permettre de négocier en position de force. Dans cette affaire, la Russie pourrait pactiser avec les Kurdes, comme au temps de la guerre froide. En Syrie, ceux-ci, en particulier le PYD, qui est la branche locale du PKK, préfèrent un Bachar al-Assad faible à un pouvoir arabe sunnite fort, pour atteindre leurs objectifs historiques d'une zone autonome dans le nord, le long de la frontière avec la Turquie. Ils se moquent de ce qui se passe dans la vallée de l'Euphrate, tenue par Daech. Sur ce dossier, les Américains sont coincés parce qu'ils ne peuvent pas se mettre la Turquie – allié au sein de l'Otan – à dos et qu'Obama ne veut pas finir son mandat sur une intervention militaire.

@jdomerchet